

Après un an de guerre, à qui les crimes de Poutine profitent

Il y a un an, le 24 février 2022, la guerre s'invitait de nouveau au cœur de l'Europe. Des chars russes franchissaient la frontière de l'Ukraine vers la capitale, Kiev. Le dictateur Poutine espérait probablement déboulonner Zelensky pour le remplacer par un personnage à sa botte. Mais raté. En décidant de transformer en vraie guerre ses contentieux avec l'impérialisme américain, Poutine contribuait à souder la population ukrainienne derrière un régime au service de capitalistes corrompus. Ce nostalgique de l'empire tsariste comptait aussi faire le gendarme dans l'espace post-soviétique, considéré comme son pré carré, contre des mobilisations comme celles qui avaient secoué l'Ukraine en 2013-2014, la Biélorussie en 2020, le Kazakhstan en 2022.

La mort à la une

Un an après, les engins de mort russes continuent à anéantir des vies et des infrastructures vitales. La guerre en Ukraine a probablement fait 100 000 morts ou blessés parmi les militaires, aussi bien ukrainiens que russes, et près de 20 000 morts et blessés parmi les civils d'Ukraine. Des millions d'Ukrainiens, surtout des femmes et des enfants, ont quitté leur pays, d'autres leurs logements détruits. Du côté russe, des opposants connaissent la prison, un million ont pris le chemin de l'exil, entre autres pour échapper à la mobilisation en masse décrétée par Poutine.

Les profits au pinacle

De leur côté, les impérialismes nord-américain et européens, s'ils ne sont pas fauteurs directs de guerre, ni belligérants sur le terrain, n'en sont pas moins fournisseurs d'armes et profiteurs de guerre. En guise d'armes prétendument « défensives », ils envoient canons et chars lourds, et des milliers de soldats américains renforcent « en cas d'alerte » ceux de l'Otan basés en Europe de l'Est. Au prétexte de l'agression de Poutine, Biden a augmenté la pression sur ses alliés européens, dont l'Allemagne et la France, pour qu'ils rompent leurs relations économiques avec la Russie, pour qu'ils achètent du gaz liquéfié ou du nucléaire américain, plutôt que russe. C'était plus cher ? Mais les profits ont grimpé en proportion, du côté occidental comme du côté russe. L'inflation exacerbée n'écrase que les classes populaires, partout dans le monde.

Budgets de guerre

Les États-Unis et les pays de l'Otan à leur suite poussent à la production d'armes, prétendument pour aider l'Ukraine, mais surtout parce qu'ils veulent se préparer à une multiplication des guerres

entre puissances, ainsi que grossir les profits de leurs marchands de canons et marquer leurs territoires sur la planète – les USA entre autres face à la Chine. C'est partout l'augmentation des budgets militaires. Macron vient d'annoncer 413 milliards de plus pour l'armée d'ici 2030. Une somme qui pour cette période, selon l'ONU, permettrait d'éradiquer la faim dans le monde.

Et partout, la hausse des budgets militaires se fait au détriment des dépenses publiques et sociales, dont les retraites !

Prolétaires de tous les pays, l'urgence de s'unir !

Dans ce monde d'assassins et brigands capitalistes, nous devons affirmer notre solidarité avec la population ukrainienne qui ne veut pas vivre sous la botte de Poutine : « Hors d'Ukraine, l'armée russe ! » Mais nous devons aussi exiger le retrait des troupes françaises et de l'Otan d'Europe et du reste du monde. Pour sortir de cette guerre sans fin, les prolétaires d'Ukraine ne peuvent pas compter sur les chars et les avions occidentaux que leur promet Zelensky, pas plus que sur un pouvoir ukrainien au service d'une bourgeoisie sans scrupules.

Les travailleurs d'Ukraine possèdent une arme de classe de plus grande portée qu'aucun missile : malgré le fossé de sang que la guerre dresse, les voix dissidentes en Russie montrent qu'il est possible d'en appeler à la fraternisation avec les prolétaires russes, au soutien de ceux qui en Russie s'opposent à la guerre et sont réprimés par Poutine, et entamer une politique révolutionnaire commune, à l'opposé des politiques nationalistes. Notre tâche, à nous ici, est de contribuer à populariser cette voie-là, celle de l'internationalisme.

Contre la réforme des retraites : les 7 et 8 mars, deux journées décisives ... et les suivantes encore plus !

La productivité, en hausse. Les salaires, bloqués. Des années à trimer, et patrons et politiciens voudraient nous faire travailler encore plus longtemps ? Par millions, nous avons répondu : pas question ! Depuis le 19 janvier, la colère s'exprime dans les rues. Des manifestations fournies, les plus grosses depuis 30 ans, qui nous donnent confiance pour la suite. Mais nous savons aussi que ces journées éparpillées, toutes massives qu'elles sont, ne suffiront pas à faire remballer son projet au gouvernement.

À l'hôpital : mobilisons-nous !

Alors certains se disent qu'il faudrait une « vraie grève ». Une grève qui dure, quelques jours voire plus ? Une grève qui touche les patrons au portefeuille. Combien sont-ils prêts à perdre de ces journées de travail qui leur rapportent bien plus qu'à nous ? Et dans le public aussi : la grève dans les hôpitaux, à la Poste, chez les cheminots... c'est autant de pression qui monte pour le gouvernement ! Personne ne fera grève à notre place, il faut se faire entendre contre les économies faites à l'hôpital comme sur les retraites !

Après la journée du 7, ce sera le 8 mars : la journée internationale des droits des femmes

La précarisation et les inégalités qu'on subit en tant que femme, font de nous les premières victimes de cette réforme. Les femmes seront parmi les plus impactées par le recul de l'âge légal et l'augmentation du nombre d'années de cotisations, car elles sont moins payées et leurs carrières sont les plus heurtées. Ce sera la double peine !

Grève « reconductible » à partir du 7

Ca en discute dans les raffineries, l'énergie, mais aussi dans les transports ou chez les éboueurs parisiens. Des appels de fédérations syndicales vont dans ce sens. Une impulsion qu'il faudra rejoindre, tous et toutes, pour faire plier Borne, Macron et consorts : face à une attaque générale, c'est bien la généralisation de la grève qui s'impose !

Dès à présent, préparons-nous, discutons-en entre collègues. Débattons de l'avenir de ce mouvement, de nos moyens d'action, lors d'assemblées qu'il faut organiser partout où c'est possible.

**Toutes et tous ensemble, préparons-nous à faire plier
Macron par la grève, le 7, 8, 9... jusqu'au retrait !**

À Madrid : 1 million de manifestants pour la santé

3^{ème} manifestation de cette ampleur à Madrid pour réclamer des moyens pour la santé. Organisé par des collectifs d'habitants, défilant derrière une banderole proclamant « La santé ne se vend pas, elle se défend », le mouvement est en passe de s'étendre à toute l'Espagne. Et demain à la France ?

Hôpitaux anglais : la grève pour les salaires s'intensifie

Les grèves pour les salaires bouillonnent dans de nombreux secteurs au Royaume-Uni. Infirmières et ambulanciers passent la vitesse supérieure. Plus de 10 000 ambulanciers étaient en grève lundi, et appellent à de nouvelles journées en mars, rejoints par les médecins en formation. Quant aux infirmières, elles viennent de voter pour une grève de 2 jours le 1^{er} et 3 mars. 300 000 hospitaliers ont participé à ce vote, nécessaire en droit anglais pour organiser la grève : elle devrait toucher plus de la moitié des établissements du pays. Comme le disent les pancartes, « Sur-chargées, sous-payées, toujours oubliées »... Un dirigeant du Service national de santé (NHS) s'est alarmé dans la presse : « cette grève a radicalisé toute une génération d'hospitaliers ». La pression monte pour le gouvernement anglais !

Victoires pour la grève de Réa néonatal à St-Denis !

Les plannings ont valsé, les tentatives de les faire chanter ont fusé, mais nos collègues n'ont pas cédé. Après 42 jours de grève, plusieurs revendications ont été arrachées : la respect du ratio légal bébé / soignant, les embauches réclamées depuis 2021, la majoration à 100% des heures supp effectuées, la réorganisation des tâches et l'achat de matériel. La preuve que c'est par le rapport de force qu'on obtient des avancées, et que seule la grève généralisée à l'hôpital permettra d'arracher des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail, notamment par des embauches et stagiarisations.

Une ficelle un peu grosse




La direction de l'AP-HP lance un appel à projet : « choisir un horaire innovant en équipe ». Elle cite des schémas en 4 jours travaillés avec des horaires de 8h, 8h45 ou 9h, de 12h de jour ou 10h de nuit. La direction prétend innover mais dans nombre de ces horaires, ce qui est visé c'est la baisse ou la suppression des RTT. Comme l'a fait Martin Hirsch en 2015 ! La Direction fait mine de nous consulter mais c'est elle qui va décider ce qui sera mis en place en fonction de ses intérêts... pas de ce qu'on veut.

Non aux sanctions contre Aurélie Jochaud

La direction de l'hôpital Saint-Antoine a convoqué, pour sanction, Aurélie Jochaud, infirmière et militante CGT. La direction de l'AP-HP veut faire un exemple pour faire accepter à tous l'inacceptable : travailler dans des mauvaises conditions. Aurélie Jochaud, avec son équipe, demandaient simplement du personnel en renfort pour effectuer des changements de chambres de patients. Une pétition a été signée par plus de 1100 collègues et un rassemblement avec plus d'une centaine de collègues s'est tenu pour protester. Défendre notre collègue contre la direction, c'est nous défendre aussi !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveaupartianticapitaliste.fr

   @npaetincelle